

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât A
19 rue de Ciron
81013 ALBI Cedex 09

ALBI, le 26/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL ATOUT FER

80 avenue Jean Jaurès
81160 Saint-Juéry

Références : 81-DECHETS-2023-48
Code AIOT : 0006806202

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2023 dans l'établissement SARL ATOUT FER implanté 80 avenue Jean Jaurès 81160 Saint-Juéry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL ATOUT FER
- 80 avenue Jean Jaurès 81160 Saint-Juéry
- Code AIOT : 0006806202
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ATOUT-FER est autorisée, sur ce site, à exploiter:

- une installation de transit de déchets de métaux (rubrique 2713 - régime de l'enregistrement);
- une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois (rubrique 2714 - régime de

la déclaration);

- une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (rubrique 2718 - régime de l'autorisation).

Depuis 2016, et le déménagement de ces activités sur un autre site, la société ATOUT-FER n'y a plus d'activité selon son gérant.

Pour autant, le site reste encombré de nombreux déchets à l'abandon depuis 2016 (ferraille, bois, plastique, VHU).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion de l'installation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 06/06/2018 article 16	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 06/06/2018 article 20	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Installations de stockage de déchets non dangereux	Arrêté Ministériel du 15/02/2016 article 2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Maîtrise de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010 article 61	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012 article 39	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré l'absence d'activité, la société ATOUT-FER est toujours autorisée à exploiter plusieurs rubriques d'installations classées pour la protection de l'environnement sur ce site. Dans ce cadre, la société ATOUT-FER doit maintenir ses installations conformes aux diverses dispositions réglementaires relatives aux ICPE autorisées.

L'inspection a mis en évidence cinq non-conformités faisant l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des effluents
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le site dispose d'un séparateur à hydrocarbure. L'exploitant précise que le séparateur n'a jamais été entretenu depuis que l'activité a été transférée en 2016 sur un autre site. L'exploitant transmet à l'inspection dans un délai d'un mois la preuve de l'entretien du séparateur et le bordereau de suivi des déchets issus de cet entretien.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.
Constats : Le séparateur hydrocarbure est susceptible de rejeter des hydrocarbures. L'exploitant indique qu'aucune mesure de concentration des hydrocarbures n'avait été réalisée sur le séparateur depuis le transfert des activités sur un autre site. Il précise cependant qu'il a fait procéder à un prélèvement pour analyser les rejets du séparateur la semaine précédant la visite d'inspection. L'exploitant transmet dans un délai d'un mois les résultats de ces analyses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Installations de stockage de déchets non dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Installations de stockage de déchets non dangereux
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions du présent arrêté : [...] - les installations stockant des déchets non dangereux : - pour une durée inférieure à un an si les déchets sont destinés à élimination ; ou - pour une durée inférieure à trois ans si les déchets sont destinés à valorisation ;
Constats : Pour que l'installation exploitée par la société Atout-Fer ne soit pas soumise à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, le temps de transit sur le site, des déchets prévus à la valorisation, ne doit pas excéder trois ans. Or l'exploitant indique que le site est resté en l'état depuis 2016 avec ses déchets depuis le transfert des activités vers le nouveau site. Sur place, l'inspection constate la présence d'une quantité importante de bois, de ferraille, de pneus et de déchets divers dont il ne fait aucun doute, au regard de leurs états, que le temps de séjours a excédé trois ans. L'exploitant procède dans un délai d'un mois à l'évacuation de l'ensemble des déchets devant faire l'objet d'une valorisation matière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Maîtrise de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès.
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. [...]
Constats : La société jouxtant l'ICPE stocke des palettes sur le site. L'inspection a pu constater la présence d'une activité de tir à l'arc dans le périmètre de l'installation (une cible est installée à demeure). Enfin, le site n'est pas entièrement clos en partie Nord-Est. Dans un délai d'un mois, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour interdire l'accès du site aux personnes étrangères à l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets produits par l'installation
Prescription contrôlée : Déchets produits par l'installation. [...] Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement.
Constats : Le local dédié à l'ancienne activité de dépollution de VHU contient entre autres des bidons d'huile usagée et d'antigel à l'abandon. Dans un délai d'un mois, l'exploitant procède à l'enlèvement de l'ensemble des déchets dangereux stockés dans ce local et transmet à l'inspection les bordereaux de suivi des déchets dangereux attestant de l'élimination des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois